

1 septembre 1996 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse conjoint de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Helmut Kohl, Chancelier d'Allemagne, sur les convergences de vues de la France et de l'Allemagne sur l'Union économique et monétaire, la situation du franc et la maladie de la "vache folle", Bonn le 1er septembre 1996.

LE CHANCELIER KOHL.- Monsieur le Président de la République,

- Cher Jacques,

- Je suis heureux d'avoir ce soir une nouvelle fois l'occasion d'évoquer au cours d'un dialogue très intense et très personnel la situation politique en Europe et dans le monde.

- Ceci est important, vu l'étroitesse de nos relations, qui s'applique tant à nos deux gouvernements, en général, qu'à nos relations personnelles et amicales, en particulier. C'est aussi important à la lumière des bouleversements qu'a connus le monde. Au cours des trois derniers mois de 1996, nous allons vivre un grand nombre d'événements importants.

- Nous en avons déjà évoqué certains - nous en reparlerons tout à l'heure -. Nous allons encore aborder toute une série de questions au cours de la soirée. Je ne citerai que les décisions encore attendues en Yougoslavie ou les questions fondamentales relatives à la conférence intergouvernementale pour la préparation de Maastricht II. Je crois qu'il n'est nullement prétentieux d'affirmer qu'un succès de la conférence intergouvernementale dépendra dans une large mesure de la façon dont la France et l'Allemagne coopéreront et, le cas échéant, élaboreront des positions communes. Ce n'est peut-être pas là un sujet d'actualité, mais je suis certain que nos collègues européens attendent de la France et de l'Allemagne - au plus tard au Sommet de Dublin en septembre - une contribution toute particulière.

- Nous avons encore bien d'autres sujets à traiter, mais je ne peux les mentionner vu le peu de temps qui nous est imparti. Il est plus important pour nous d'avoir, au cours de cet entretien, parlé de la situation économique dans nos deux pays où il y a à la fois des zones d'ombre et de lumière, où nous sommes confrontés au même problème d'un chômage trop élevé, chose inacceptable. Aussi bien le gouvernement français que le gouvernement allemand ont - en tenant compte des situations respectives dans les deux pays - présenté des propositions concrètes qu'ils essaient de mettre en oeuvre. En ce qui nous concerne, nous avons le programme gouvernemental en 50 points qui va être concrétisé point par point par la voie parlementaire. Je suis fermement décidé à imposer les décisions nécessaires lors du vote final au Bundestag, le 13 septembre.\

LE CHANCELIER KOHL.- Pour ce qui est de l'évolution ultérieure en Europe - vu les discussions qui ont lieu à ce sujet dans les pays européens - je voudrais une nouvelle fois adresser un message très important pour nos deux pays. Il est question de l'Union économique et monétaire. Entre la France et l'Allemagne, et surtout entre le Président Chirac et moi-même, il y a unanimité totale. Nous sommes formellement décidés à appliquer et à faire adopter les critères du Traité de Maastricht sans la moindre hésitation, sans aucun "si" ou "mais". C'est notre objectif commun et

nous voulons l'atteindre ensemble. Nous savons quelle est notre tâche, nous connaissons les dates. Nous savons tous deux qu'aux termes du Traité, les chefs d'Etat et de gouvernement prendront en avril 1998 les décisions nécessaires concernant leur participation à l'Union monétaire. Nous partons bien sûr du principe que nous ferons le chemin ensemble.

- Devant l'ampleur des sujets à traiter, je voudrais seulement ajouter que nous avons également parlé d'une question qui nous préoccupe beaucoup tous deux, la situation de l'agriculture en France et en Allemagne. Il y a dans les deux pays des problèmes d'origine différente, mais le phénomène qui nous inquiète est le même : la situation des agriculteurs. J'aimerais, en ma qualité d'Allemand, rappeler ce que je viens de dire : aucune catégorie de la population allemande n'a, au cours des dernières années, subi des pertes de revenus d'une telle ampleur. La situation s'est encore dramatiquement aggravée suite à la crise de la "vache folle". C'est pourquoi nous estimons tous deux nécessaire d'engager une réflexion au sein de l'Union, et ceci s'adresse plus particulièrement au conseil des ministres de l'agriculture qui se réunira le 16 septembre, sur ce qu'il convient de faire. On parle beaucoup à l'heure actuelle en Allemagne de solidarité entre les différents groupes. Mais je ne me trompe pas en disant, et je le dis en connaissance de cause, qu'aucun groupe ne mérite autant de solidarité que les agriculteurs.

- Voilà en quelques mots ce que je tenais à vous dire de mon côté. Nous resterons à votre disposition pour répondre à quelques questions. Jacques, puis-je te prier de faire ta déclaration. \

LE PRESIDENT.- Je voudrais d'abord remercier le Chancelier pour son accueil.

- Nous nous rencontrons toutes les six semaines et je voudrais faire une remarque. Cela fait bien longtemps que je participe ou que j'observe les réunions franco-allemandes. Je remarque que chaque fois se crée un lien supplémentaire et qu'il y a aujourd'hui entre nos deux pays à la fois une convergence de convictions et d'intérêts qui est très grande, que rien ne nous sépare réellement, rien de sérieux, et que les différences vont en se réduisant.

- Cette situation est la meilleure garantie de la paix en Europe et du développement économique de notre continent. Cette réunion d'aujourd'hui m'a conforté encore dans ce point de vue.

- Nous avons constaté, comme vient de le dire le Chancelier, une parfaite identité de vues en ce qui concerne les problèmes liés à l'UEM & c'est-à-dire que l'Allemagne et la France appliqueront intégralement et dans les délais prévus les exigences de la monnaie unique, les critères du Traité de Maastricht. Ceci, non pas pour des raisons idéologiques, mais simplement parce que ces exigences, ces critères, ce sont ceux du bon sens et de la gestion raisonnable des affaires publiques. Donc, Allemands et Français seront au même rendez-vous, au même moment et dans les mêmes conditions.

- Nous avons naturellement conscience des difficultés de la situation économique et des conséquences sociales de ces difficultés, au premier rang, le chômage. Nous sommes déterminés à agir ensemble pour lutter contre ces conséquences, notamment par une convergence de nos politiques économiques. Nous sommes tout à fait d'accord sur la nécessité d'une vision budgétaire commune telle que l'a évoquée récemment d'ailleurs M. Waigel.

- Nous avons la même vision sur la nécessité d'engager une politique de diminution des charges fiscales. Nous nous réjouissons des efforts faits par nos banques centrales pour réduire les taux d'intérêt. Dans le cadre de ce que nous avons été unanimes à dire à l'occasion du G7 de Lyon, nous souhaitons que la baisse du dollar ne se poursuive pas et que cette monnaie remonte dans sa valeur.

- Nous avons exactement la même appréciation sur l'angoisse des agriculteurs et en particulier des éleveurs. Nous sommes déterminés à nous concerter de façon à pouvoir répondre le mieux possible aux difficultés très réelles des agriculteurs en général et des éleveurs en particulier. C'est-à-dire que nous voulons que la solidarité européenne et que la solidarité nationale puissent permettre de rendre justice à nos paysans.

- Pour le reste, sur les grands sujets internationaux, nous allons continuer à discuter, mais là aussi notre approche est commune et nos conceptions des choses sont les mêmes.

- Une fois de plus, je suis très heureux d'être ici. \

QUESTION.- Monsieur le Chancelier, la tension renaît au Moyen-Orient : le processus de paix dans la région est menacé. En avez-vous parlé avec M. Chirac ?

dans la région est menacé. En avez-vous parlé avec M. Cimac ?

- LE CHANCELIER.- Non, mais c'est le prochain point à l'ordre du jour de notre calendrier. Mais nous ne voulons pas toutefois vous convoquer ici à 22 heures.

- QUESTION.- Monsieur le Président, monsieur le Chancelier, avez-vous parlé de l'ex-Yougoslavie ?

- LE CHANCELIER.- Non, mais nous allons le faire incessamment.

- QUESTION.- Pouvez-vous imaginer que la Brigade franco-allemande ou une partie de l'Eurocorps soit déployée l'année prochaine en Bosnie dans un cadre post - IFOR ?

- LE CHANCELIER.- Nous n'en avons pas encore parlé, mais je suis sûr que nous parviendrons à trouver une ligne commune. Je n'exclus aucune possibilité. Mais nous n'avons pas évoqué ce thème.\

QUESTION.- Monsieur le Chancelier, j'ai deux questions à vous poser au sujet de l'Union monétaire.

- 1) Pouvez-vous imaginer que l'on repousse d'une année, c'est-à-dire de 1997 à 1998, la décision sur la participation des différents pays à la troisième étape de l'Union monétaire ?

- 2) Si l'on voit effectivement se constituer deux ou plusieurs groupes de pays sur la voie de l'Union monétaire, comment peut-on empêcher qu'un pays, l'Italie par exemple, ne rate le coche ?

- LE CHANCELIER.- J'estime que c'est une grave erreur du débat actuel, en Allemagne, mais aussi dans d'autres pays d'Europe, d'élaborer d'ores et déjà des scénarios, là où le moment n'est pas encore venu de prendre des décisions. En agissant ainsi, nous risquons d'affaiblir les forces dans les différents pays qui souhaitent atteindre l'objectif commun & ceci vaut non seulement pour la France et l'Allemagne, mais aussi pour d'autres, l'Italie notamment. Quiconque suit la discussion dans les pays de l'UE doit admettre, même s'il est hostile à l'Union économique et monétaire (et il y en a qui le sont), que le simple fait d'avoir édicté ces règles et fixé ces critères contribue déjà à l'évolution positive de l'Europe. Si nous avons aujourd'hui, à l'intérieur de l'Union européenne le taux d'inflation le plus bas que nous ayons jamais connu, cela fait partie de cette évolution positive. Permettez-moi d'ajouter encore une phrase personnelle : en décembre 1982, j'ai assisté pour la première fois à un sommet européen : c'était à Copenhague. Depuis, je n'entends que des propos déprimants lorsque je parle de l'Europe. On a toujours dit cela ne va pas, qu'il s'agisse du Marché unique ou de Maastricht I. D'abord on a dit "le traité ne viendra jamais", ensuite on a dit que ce Traité ne pourrait absolument pas être ratifié puisque les référendums dans les différents pays seraient négatifs et aujourd'hui, on continue de parler ainsi. Si la France et l'Allemagne - cela ne doit pas minimiser le rôle des autres pays - mettent en oeuvre ce que nous avons convenu et venons de rappeler, je ne doute pas que nous aurons du succès. C'est pour cela que nous poursuivrons cette politique. C'est à mes yeux la seule qui permette de maintenir la paix, la liberté, la stabilité sociale de l'Europe et sa compétitivité sur les marchés mondiaux à l'aube du 21ème siècle, qui sera là dans quatre ans.

- QUESTION.- Pouvez-vous dire quelque chose à propos de ma seconde question. Comment peut-on empêcher qu'un pays ne rate le coche ?

- LE CHANCELIER.- Je suggère que nous en parlions le moment venu. L'Italie est votre patrie. J'imagine que vous suivez, comme je le fais aussi, la discussion politique sur les affaires budgétaires en Italie. Il y a là encore beaucoup à faire et chez nous aussi. Il ne faut parler de ses devoirs qu'après les avoir faits.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous devez parler aussi du financement de la solidarité avec les agriculteurs.

- LE PRESIDENT.- Oui, naturellement c'est une affaire qui se traitera au prochain conseil des ministres de l'agriculture. Je voudrais revenir un instant sur la question qui vient d'être posée sur l'UEM. Il est évident que l'ambition de l'Europe, c'est d'avoir une monnaie unique à laquelle adhère la totalité des pays européens. C'est le mouvement naturel des choses et c'est le seul moyen d'avoir une autre monnaie internationale et donc de participer à une plus grande stabilité monétaire mondiale.

- Mais pendant que ce processus se fait, il y aura des pays qui sont dans la monnaie unique et

d'autres qui n'y seront pas encore et qui rejoindront peu à peu, dès que leur situation économique le permettra. Ce qui est essentiel pour éviter des difficultés économiques ou financières, c'est qu'il y ait un accord au sein du marché unique européen entre l'Euro et les monnaies des pays qui n'ont pas encore adhéré, parce qu'il y a une chose qui serait inacceptable, c'est la dévaluation des monnaies qui n'ont pas encore adhéré à l'Euro, ce qui apporterait des perturbations graves à l'économie européenne. Là encore, la France et l'Allemagne ont exactement le même point de vue. Et les travaux des experts progressent de façon extrêmement positive.\

QUESTION.- Monsieur le Chancelier, avez-vous parlé de la Tchétchénie ?

- LE CHANCELIER.- Nous n'avons pas encore parlé de la Russie. Nous le ferons tout à l'heure.

- QUESTION.- (inaudible).

- LE CHANCELIER.- Une chose est sûre. Nous souhaitons tous deux que les bombardements et la guerre cessent le plus vite possible et que Boris Eltsine mette en oeuvre ce qu'il a promis avant les élections.\

QUESTION.- La faiblesse du franc ne vous préoccupe-t-elle pas ?

- LE CHANCELIER.- C'est encore un sujet dont j'entends toujours parler. Je suis sûr que ce problème sera aussi réglé. Maintenant, je crois, et vous serez d'accord avec moi, qu'il serait inopportun de susciter un syndrome de la peur.

- LE PRESIDENT.- Je voudrais ajouter un mot.

- Il y a eu quelques mouvements sur le franc à la suite des affirmations faites par la plupart de ceux qui se disent être des experts et qui prétendent qu'il y aurait une très grave aggravation du chômage. Il se trouve que le résultat, quand il a été connu, était en sens inverse de ce qui avait été prévu par ces experts. Et ces difficultés ont cessé.

- Je peux vous dire que, dans les prochains jours, le Premier ministre français aura l'occasion de faire connaître, dans le détail, les chiffres qui permettront d'affirmer que la France respectera dans les délais et modalités les critères de Maastricht. Ceci convaincra définitivement ceux qui cultivent systématiquement le doute et le scepticisme.\

QUESTION.- Monsieur le Chancelier, il y a peu de temps encore, vous vous en teniez à la "doctrine Kohl" selon laquelle il ne doit pas y avoir de troupes allemandes dans les Balkans, en Bosnie-Herzégovine. Est-elle toujours valable ou y en a-t-il une nouvelle ?

- LE CHANCELIER.- Tout d'abord, il n'y a jamais eu de "doctrine Kohl". Le nom de Kohl n'est guère approprié pour une idéologie. Il n'y aura pas de "Kohlisme". Nous avons connu le Tchatchérisme et beaucoup d'autres "isme". Cela suffit.

- Le monde a changé. C'est pour cela que nous en parlerons. C'est une bonne chose à mes yeux que cette question importante qui exige une forte dose de sensibilité à l'intérieur comme à l'extérieur, ait fait l'objet d'un rapprochement des points de vue au moins entre les différentes formations politiques allemandes. Cela permet d'en parler avec le sens des responsabilités qui s'impose et sans donner dans le populisme.\

QUESTION.- Monsieur le Chancelier, monsieur le Président, vous avez parlé d'une politique commune sur le problème des agriculteurs en Europe. Quelles mesures préconisez-vous face à l'embargo sur la viande bovine britannique, élargir l'embargo, le prolonger ou le réduire ?

- LE CHANCELIER.- Nous avons beaucoup de problèmes à résoudre, mais heureusement cela ne nous concerne pas uniquement tous les deux, c'est un sujet qui touche l'ensemble des institutions européennes.

- A l'intérieur de l'Union européenne, il existe un calendrier fixant le moment et les modalités des changements. Il sera respecté.

- Je saisisai volontiers l'occasion de dire - cela vaut aussi pour la France - que les pertes subies par les agriculteurs allemands suite à la crise de la "vache folle" sont considérables. Dans certaines régions d'Allemagne, la consommation de viande bovine a diminué encore plus fortement qu'en Grande-Bretagne. Je crois, Jacques, que c'est également le cas dans certaines régions de France. C'est là un sujet qui nous préoccupe beaucoup.

- LE PRESIDENT.- Je voudrais juste ajouter sur ce point que nous sommes tout à fait sur la

même ligne, le Chancelier et moi. Nous sommes parfaitement conscients du drame que vivent un certain nombre de paysans, tout particulièrement les éleveurs. Nous sommes tout à fait déterminés à faire jouer en leur faveur la solidarité européenne et, dans le cadre des lois européennes, les solidarités nationales.\